

La Vie Internationale

Le Rôle du facteur « temps »

Les négociations de Kaesong pour l'armistice procèdent normalement, l'affaire des pétroles persans passe par des phases de tension et de détente auxquelles on s'attendait; mais c'est la question du réarmement allemand qui, mise en sommeil apparent pendant la conférence du Palais rose, revient au premier plan et semble cette fois près de recevoir une solution. Rien dans tout cela qui vienne infirmer un optimisme raisonnable.

La tactique américaine.

A l'offensive de paix du Kremlin le gouvernement Truman oppose la sienne. Washington ne fait rien pour enlever aux Sino-Coréens les moyens de sauver la face pourvu que les négociations sur le « cessez le feu » ne débordent pas du plan militaire au politique. A Kaesong on a laissé les chefs communistes se présenter comme partie invitante. On leur accorde l'avantage de faire croire à leurs peuples que ce sont les américains qui sollicitent la trêve.

Truman d'autre part, a envoyé au président de l'U.R.S.S. Chervnik une lettre fort habile; en transmettant au peuple soviétique le message d'amitié voté par le Congrès américain, il a ajouté que le principal obstacle à une détente était l'isolement où se maintient la Russie et l'absence des communications qui permettraient une meilleure compréhension mutuelle. Radio Moscou n'a soufflé mot de cet appel. On dit encore qu'une invitation à se rendre à Washington serait proposée à Staline. Les Etats-Unis ne cherchent pas à faire de l'armistice en Corée une victoire américaine: les faits parlent suffisamment par eux-mêmes.

Par contre, les Etats-Unis cherchent à prévenir les manœuvres soviétiques qui se dessinent grâce à une action rapide qui mettra Moscou devant le fait accompli avant que la question coréenne ne soit réglée; en sorte que si Moscou veut enfin que se réunisse une conférence à quatre pour reprendre l'ensemble des problèmes européens et asiatiques, il faudra qu'il accélère les négociations de Kaesong et par conséquent cède aux exigences fondamentales de Washington. On sait que la signature du traité japonais doit intervenir début septembre. Quant au problème allemand il peut se résoudre plus vite encore.

Le réarmement allemand.

C'est d'ailleurs du côté allemand même que l'empressement est le plus marqué. Nous avons suivi ici l'évolution de l'opinion allemande: d'abord hostilité à toute participation à l'armée européenne, intransigeance de Schumacher qui lui valut ses succès électoraux, puis la patience du chancelier Adenauer pour faire admettre au peuple allemand la nécessité et l'intérêt de

rejeter le neutralisme et de s'intégrer dans la communauté occidentale, l'habileté avec laquelle il a étouffé les explosions de nationalisme sur la question sarroise tout en promettant de la résoudre au bénéfice de son pays. Ce mélange de fermeté et de souplesse ne tardera pas à réussir. Hier a été proclamé par les puissances victorieuses, la cessation de l'état de guerre avec l'Allemagne. Nouvelle étape vers l'égalité des droits. Il ne faudrait pas croire que le compromis qui s'élabore marque une défaite des négociateurs français.

Adenauer a eu peur pendant la conférence du Palais rose que l'Allemagne ne soit sacrifiée et neutralisée pour permettre un accord entre Russes et Occidentaux. Il craignait que Staline ne fasse des concessions pour obtenir un règlement en Europe et un modus vivendi qui aurait consacré la coupure définitive de l'Allemagne en deux tronçons, états tampons et neutres entre les deux blocs. Aussi est-il décidé à se prêter à de larges concessions afin de rendre à l'Allemagne l'espoir de redevenir par étapes une puissance unifiée et un partenaire égal. La mission du conseiller intime d'Adenauer, Théodor Blank, à Paris, le prouve. Il sait que si les Français consentent à la formation de divisions allemandes et non plus de « combat teams », ils s'opposeront à la reconstitution du grand état-major allemand et que la limitation de l'armée allemande à 250.000 hommes ne lui laissera pas plus de 20 pour cent de l'ensemble des forces prévues pour l'armée européenne.

On se demande d'ailleurs pourquoi la diplomatie soviétique n'a pas profité des négociations du printemps pour obtenir cette neutralisation de l'Allemagne que les Français auraient appuyée volontiers. Les zig-zags, comme on les appelle, de la politique russe passant de l'obstruction au Palais rose, après avoir elle-même sollicité cette réunion, à une soudaine demande d'armistice en Corée ne peuvent s'expliquer qu'ainsi: c'est la propagande qui importe aux Soviets, plus que tout autre chose, et il s'agit de l'alimenter. Car Moscou compte sur l'action des masses, sur leur crédulité et leur ignorance des combinaisons diplomatiques pour briser la volonté des gouvernements démocratiques. Illusion que tous les dictateurs ont entretenue mais qui, de nos jours, paraît vaine. Les Russes ne parviendront pas à disloquer l'alliance atlantique. Les Etats-Unis ont maintenant la force militaire qui repose sur la puissance industrielle et dans l'état précaire où se trouvent, plus ou moins par leur faute, les pays européens, Angleterre comprise, ils tiennent toutes les ficelles. Leur volonté ne peut-être résistée sous peine d'effondrement.

En Iran.

Il semble qu'en Perse même Washington finira par avoir le dernier mot. On a été passablement alerté aux Etats-Unis quand certains conservateurs britanniques — non pas Churchill mais Salisbury — ont préconisé la manière forte en Iran. Pour ne pas perdre le pétrole persan c'est à dire 350 millions de dollars par an (toute la structure financière de la Grande-Bretagne s'écroulerait sous le coup dans la situation difficile où elle se trouve), ces conservateurs envisageaient une occupation militaire de la Perse méridionale qui aurait eu pour corollaire une occupation Russe au Nord.

La Perse coupée en deux aurait cessé d'exister et Russes et Anglais se seraient entendus pour se partager ses dépouilles, plan qui d'ailleurs remonte au début du siècle, que les vieux Persans connaissent bien et qu'ils redoutent toujours. Plutôt que de perdre le pétrole, les Anglais auraient livré aux Russes les bords de la Caspienne et l'Azerbadjan. C'est ce qui sans doute rendra Téhéran plus conciliant et Washington plus actif: gageons que M. Averell Harriman, conseiller personnel du président Truman est déjà en route pour la Perse.

CRITON.